

# VD\_FINDINFO AMC 27/03 vom 28. April 2009

VD Tribunal cantonal, 2009-04-28, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_AMC\\_27\\_03](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_AMC_27_03)

FR: VD\_FINDINFO AMC 27/03 du 28 avril 2009

IT: VD\_FINDINFO AMC 27/03 del 28 aprile 2009

## Regeste

SUSPENSION DE LA PROCÉDURE, PÉREMPTION, MAXIME DE DISPOSITION |  
125 al. 3 CPC, 125 al. 4 CPC

## Erwägungen

### E. 1

er janvier 2009. En revanche, le décret du 20 mai 1996 (DTAs-AM) est toujours en vigueur. Le contentieux visé par ce décret doit désormais être jugé par la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal, qui a depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 la fonction de "Tribunal cantonal des assurances" (cf. art. 67 al. 1 let. m LOJV, art. 36 al. 1 ROTC [règlement organique du Tribunal cantonal du 13 novembre 2007, RSV 173.31.1] en relation avec les art. 93 et 110 LPA-VD [loi sur la procédure administrative du 28 octobre 2008, RSV 173.36]; cf. note de Denis Tappy in JT 2009 III 21 ss, p. 22). La Cour des assurances sociales a repris au 1<sup>er</sup> janvier 2009, en l'état où elles se trouvaient, les causes pendantes relevant du contentieux précité.

### E. 2

a) L'ancienne loi sur le Tribunal des assurances contenait non seulement des règles d'organisation mais aussi des règles de procédure. Son art. 1 al. 1 énumérait les normes des lois fédérales prévoyant une compétence juridictionnelle cantonale dans le domaine des assurances sociales; cette liste ne faisait toutefois aucune référence au contentieux des assurances complémentaires à l'assurance-maladie, pour lesquelles un régime spécial a été instauré à l'entrée en vigueur de la LAMal le 1<sup>er</sup> janvier 1996 (cf. infra consid. 2b). L'art. 1 al. 2 LTAs réservait cependant la compétence du Tribunal des assurances "dans les causes qui lui sont attribuées par d'autres lois". La question se posait dès lors de savoir si, dans ces causes, et singulièrement dans le contentieux des assurances complémentaires à l'assurance-maladie sociale, les règles de procédure de la LTAs (soit les règles générales des art. 6 ss LTAs) s'appliquaient dans tous les cas ou si au contraire, en fonction de la nature juridique de la contestation, d'autres règles pouvaient entrer en considération. En effet, les assurances complémentaires (par opposition à l'assurance-maladie sociale) sont régies depuis l'entrée en vigueur de la LAMal par la loi fédérale du 2 avril 1908 sur le contrat d'assurance (LCA, RS 221.229.1), en d'autres termes par le droit privé (art. 12 al. 2 et 3 LAMal). Les contestations dans ce domaine sont donc des causes civiles (cf. ATF 133 III 439 consid. 2.1 p. 442 et la jurisprudence citée). b) Cela étant, la jurisprudence cantonale a retenu (s'agissant de la situation jusqu'au 31 décembre 2008) qu'en première instance - devant le Tribunal des assurances - les règles de procédure de la LTAs étaient applicables, à défaut de normes relatives à la procédure dans le décret du 20 mai 1996 (cf. notamment TC VD, Ch. rec. 470/I du 3 octobre 2007, consid. 2d; cf. aussi Niccolò Raselli, Verfahrensrechtliche Probleme bei der Beurteilung von Streitigkeiten aus

Zusatzversicherungen zur sozialen Krankenversicherung, SZS/RSAS 2005 p. 273 ss, note 8 p. 276). Comme la LTAs a été abrogée, il convient d'examiner s'il faut désormais appliquer les règles ordinaires de procédure civile, ou si au contraire il convient d'appliquer les dispositions qui remplacent les règles de procédure de la LTAs, à savoir celles de la nouvelle loi cantonale sur la procédure administrative (LPA-VD). Quoiqu'il en soit, en vertu de l'art. 85 al. 2 LSA (loi fédérale du 17 décembre 2004 sur la surveillance des entreprises d'assurance, RS 961.01) (entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006, mais qui correspond matériellement à l'art. 47 de l'ancienne loi fédérale sur la surveillance des assurances), les cantons doivent prévoir une procédure simple et rapide dans laquelle le juge établit d'office les faits et apprécie librement les preuves. Que l'on se place dans le cadre de la procédure civile ou dans celui de la procédure administrative, la "maxime inquisitoriale sociale" doit être instaurée par le droit cantonal (cette formule s'applique d'abord en matière de bail à loyer [art. 274d al. 3 CO] mais elle est également pertinente à propos des exigences de l'art. 85 al. 2 LSA - cf. Raselli, op. cit., p. 281). c) Dans l'organisation judiciaire actuelle, où la Cour des assurances sociales est compétente comme autorité judiciaire de première instance, il se justifie de reprendre mutatis mutandis le régime applicable depuis l'entrée en vigueur du décret du 20 mai 1996. En conséquence, il y a lieu d'appliquer les règles de procédure de la LPA-VD. Le choix d'appliquer des règles de procédure administrative dans ces contestations de droit privé a du reste également été fait par d'autres cantons (cf. Raselli, op. cit., p. 277). On ne voit aucun motif pour exclure l'application de la LPA-VD à ce contentieux particulier et, partant, pour retenir une solution qui consisterait à appliquer uniquement le Code de procédure civile du canton (cf. Tappy, op. cit., p. 22, qui est du même avis). En tout cas jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure civile suisse, le régime correspondant à celui qui prévalait sous l'empire de la LTAs, soit celui de la procédure administrative, peut être repris. La LPA-VD règle spécialement l'action de droit administratif, pour les contestations relatives à des prétentions de droit public (art. 106 ss LPA-VD). Cette section de la loi renvoie à certains articles prévus pour les procédures de décision, de recours et de révision (art. 109 al. 1 LPA-VD); l'art. 109 al. 2 LPA-VD statue que, pour le surplus, les dispositions de la législation sur la procédure civile sont applicables. A l'évidence, ce régime est propre à répondre aux exigences de l'art. 85 al. 2 LSA, notamment dans la mesure où, dans le Code de procédure civile (lorsqu'il faut s'y référer en vertu de l'art. 109 al. 2 LPA-VD), on retient les dispositions de la procédure accélérée (art. 335 ss CPC). Aussi, pour le contentieux visé par le décret du 20 mai 1996 où le tribunal doit statuer sur des prétentions présentées par la voie de l'action, la procédure prévue aux art. 106 ss LPA-VD pour l'action de droit administratif doit-elle être appliquée. d) La question de la procédure applicable dans une contestation en matière d'assurance complémentaire à l'assurance-maladie sociale est ainsi résolue par la Cour des assurances sociales, étant précisé que le présent prononcé intervient à la suite d'une procédure de coordination selon l'art. 38 ROTC.

### **E. 3**

En l'espèce, il s'agit d'examiner la portée juridique de l'absence de demande de reprise de la procédure après que la suspension par convention était arrivée à son terme. Cette suspension devait en effet durer jusqu'à droit connu sur une requête déposée auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. Or cette requête a été déclarée irrecevable le 13 février 2007, ce dont le tribunal n'a pas été informé avant que les parties ne soient interpellées à ce propos, en 2009. Cela étant, le demandeur a requis la reprise de l'instruction le 20 avril 2009. a) En procédure civile, en cas de suspension par convention, la

cause est reprise sur réquisition à l'expiration du délai de suspension (art. 125 al. 3 CPC). L'instance est périmée si la reprise de cause n'est pas requise dans les six mois dès l'expiration de la suspension (art. 125 al. 4 CPC). On pourrait éventuellement s'interroger sur la compatibilité d'une règle permettant aux parties de convenir d'une suspension, même contre l'accord du juge, avec l'exigence de rapidité prévue à l'art. 85 al. 2 LSA. Quoi qu'il en soit, une telle convention de procédure a été conclue en l'espèce et cette question n'a pas à être résolue dans le présent prononcé. Seuls les effets de l'inaction des parties doivent être examinés. b) Dans une contestation en matière de baux à loyer, la Chambre des recours du Tribunal cantonal a soulevé la question de l'application de l'art. 125 al. 4 CPC à la procédure devant le Tribunal des baux, vu que cette procédure est régie par la maxime inquisitoriale sociale; il a toutefois laissé cette question ouverte ou indécise (TC VD, Ch. rec. 499/I du 30 octobre 2008, consid. 4). Cette question peut également demeurer indécise, s'agissant du contentieux de l'assurance complémentaire à l'assurance-maladie sociale. Le principe de disposition ("Dispositionmaxime" - les parties fixent librement ce qu'elles veulent réclamer dans les conclusions de leurs écritures; cf. Fabienne Hohl, Procédure civile, Tome I, Berne 2001, p. 140) y est applicable, nonobstant la maxime inquisitoriale sociale (cf. Raselli, op. cit., p. 280), et la règle de l'art. 125 CPC est typique du principe de disposition. Cela étant, dans la présente procédure, le juge instructeur du Tribunal des assurances n'avait pas réservé l'application de l'art. 125 al. 4 CPC lorsqu'il a examiné la question de la suspension de la procédure et pris note de la convention de suspension produite par les parties. En d'autres termes, il n'avait pas attiré l'attention des parties sur le risque d'une péremption de l'instance, par application analogique de l'art. 125 al. 4 CPC, dans le cadre d'une procédure régie principalement par la LTAs. Cette possibilité de constater la péremption ne pouvait pas apparaître comme prévisible. Une application de cette disposition, à ce stade, serait excessivement rigoureuse pour le demandeur. Il se justifie donc de mettre fin à la suspension et de reprendre d'office l'instruction de la cause. c) La présente ordonnance, qui doit être rendue par le juge instructeur (art. 94 al. 2 LPA-VD par renvoi de l'art. 109 al. 1 LPA-VD), se borne à prononcer la reprise de la cause. Des décisions seront prises séparément par le juge instructeur s'il y a lieu d'ordonner d'autres mesures d'instruction avant le jugement. Par ces motifs, le juge instructeur prononce : I. La procédure est reprise. Le juge instructeur : Le greffier : Du L'ordonnance qui précède est notifiée à : ■ Me Jacques Micheli (pour J. \_\_\_\_\_), ■ caisse P. \_\_\_\_\_, par l'envoi de photocopies.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.